



**PRÉFET
DE LA RÉGION
CENTRE-VAL
DE LOIRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Arrêté

**Portant décision après examen au cas par cas
de la demande enregistrée sous le numéro F02420P0053
en application de l'article R. 122-3 du code de l'environnement**

**Le Préfet de région,
Officier de la Légion d'honneur,
Officier de l'Ordre National du Mérite,**

- Vu la directive 2011/92/UE du Parlement Européen et du Conseil du 13 décembre 2011 codifiée concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement, notamment son annexe III ;
- Vu le code de l'environnement, notamment ses articles L.122-1, R.122-2 et R.122-3 ;
- Vu la loi n°2020-290 du 23 mars 2020 d'urgence face à l'épidémie de Covid-19 et notamment son article 4 ;
- Vu l'ordonnance n°2020-306 modifiée relative à la prorogation des délais échus pendant la période d'urgence sanitaire et à l'adaptation des procédures pendant cette même période et notamment son article 7 ;
- Vu l'arrêté ministériel du 12 janvier 2017 relatif au contenu du formulaire d'examen au cas par cas ;
- Vu l'arrêté préfectoral n°19.280 du 23 décembre 2019 portant délégation de signature du préfet de la région Centre-Val de Loire à Monsieur Christophe CHASSANDE, directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la région Centre-Val de Loire ;
- Vu la demande d'examen au cas par cas enregistrée sous le numéro F02420P0053 relative à l'aménagement du site AgroTech de 6,5 ha à Orléans La Source (45) reçue complète le 1er juin 2020 ;
- L'agence régionale de santé consultée ;

- Considérant que le projet, porté par la société SEMDO, a pour objet l'aménagement d'un campus high-tech dédié aux technologies numériques appliquées au végétal, sur un terrain d'une surface totale de 6,5 ha situés le long de l'avenue de la Recherche Scientifique et de la rue Charles Sadron et à l'arrière du terrain occupé par le Centre National de la Recherche Scientifique à Orléans-la-Source (45) ;

- Considérant que ce projet se décompose en deux tranches :
 - o la première, qui a été exonérée d'évaluation environnementale par décision du 24 février 2016 et qui a été réalisée courant 2019, et qui concerne l'aménagement d'une parcelle de 3,7 ha au nord de la zone de l'opération sur laquelle ont vocation à être implantés le siège social du groupe ANTEA, un hôtel d'entreprise, une serre de recherche de l'université d'Orléans et « une serre du futur »,
 - o la seconde, consistant à restructurer la rue Charles Sadron pour faciliter l'accès au site, à aménager une vingtaine de places de stationnement le long de la voirie pour accueillir le public et à installer des dispositifs d'eau pluviales (bassin de rétention et noues paysagères) ;
- Considérant que le projet relève des catégories 39°b) et 41°a) du tableau annexé à l'article R.122-2 du code de l'environnement ;
- Considérant que le présent dossier porte sur les phases 1 et 2 du projet car le projet initial a été modifié : sa surface initialement de 7,7 ha a été revue à 6,5 ha, l'impasse menant au sud du site et les places de parking prévues sur sa longueur ayant été supprimées, une vingtaine de places de parking supplémentaires sur la rue Charles Sadron sont prévues pour compenser les places perdues le long de l'impasse sud, un bassin de rétention et une noue pour la gestion des eaux pluviales en remplacement des bassins prévus le long de l'impasse supprimée doivent être installés ;
- Considérant que la zone du projet, enclavée dans un espace urbanisé, ne présente pas de sensibilité écologique particulière et se situe en dehors de tout zonage d'inventaire ou de protection concernant la biodiversité ;
- Considérant que le présent projet est susceptible de générer une hausse du trafic routier importante, de l'ordre de plusieurs centaines de véhicules, dans une zone déjà saturée aux heures de pointe, dont l'impact sur les conditions de circulation du quartier semble sous-évaluée par le pétitionnaire ;
- Considérant que les mesures préconisées pour remédier à la saturation de la zone aux heures de pointe, notamment au niveau du giratoire reliant l'avenue de la recherche scientifique à l'avenue Gaston Galloux et à celle du parc floral, consistent en la suppression de la bande cyclable située sur la chaussée de ce giratoire, permettant ainsi d'avoir deux voies de circulation, ne permettront pas l'absorption du trafic par le giratoire qui est déjà saturé ;
- Considérant que le projet ne matérialise pas d'aménagements cyclables et pédestres sur les plans fournis ;
- Considérant que la suppression de la bande cyclable sur la chaussée dudit giratoire, si elle était justifiée par l'absence de débouché sur l'avenue Gaston Galloux et la rue Basse, devrait être compensée par la création d'une piste cyclable bi-directionnelle en dehors des emprises routières, entre l'avenue du Parc floral, l'avenue de la recherche scientifique et la rue Basse ;
- Considérant ainsi qu'il appartiendra au porteur de projet de proposer une nouvelle étude de trafic mettant en lumière de nouvelles optimisations viaires, développant les liaisons douces, incitant les employés au télétravail ou au covoiturage, et proposant des adaptations des fréquences et horaires des transports en commun proches du site ;
- Considérant que le projet engendrera une modification de l'écoulement des eaux pluviales ;
- Considérant que la perméabilité des terrains est compatible avec une infiltration des eaux pluviales qui seront collectées dans les bassins et noues d'infiltration prévus ; que les bassins collecteurs et noues sont correctement dimensionnés ; et que les eaux pluviales surnuméraires seront collectées par le réseau public qui rejette dans le Dhuy ;

- Considérant que les eaux usées seront collectées par le réseau public et traitées par la station d'épuration d'Orléans La Source dont la capacité résiduelle de traitement permet d'accueillir les effluents de ce projet ;
- Considérant la présence d'un fontis sur le site ainsi que la suspicion de cavités, lesquels nécessitent qu'une campagne gravimétrique et des sondages destructifs soient réalisés au droit des futurs bâtiments ;
- Considérant ainsi que le présent projet n'est pas susceptible d'avoir des incidences notables sur l'environnement et la santé humaine,

Arrête

Article 1^{er}

Le projet d'aménagement du site AgroTech de 6,5 ha à Orléans La Source (45) n'est pas soumis à évaluation environnementale en application de la section première du chapitre II du titre II du livre premier du code de l'environnement.

Article 2

La présente décision, délivrée en application de l'article R.122-3 du code de l'environnement, ne dispense pas des autorisations administratives auxquelles le projet peut être soumis.

Elle ne préjuge pas d'exigence ultérieure relevant d'autres procédures réglementaires.

Article 3

Les voies et délais de recours sont précisés en annexe du présent arrêté.

Article 4

Le présent arrêté sera publié sur le site Internet de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Centre-Val de Loire.

Fait à Orléans, le

31 JUL. 2020

Pour le Préfet de la région
Centre-Val de Loire et par délégation,

Le Directeur adjoint

Yann DERACO



Voies et délais de recours

- **décision imposant la réalisation d'une évaluation environnementale :**

Recours administratif préalable obligatoire, sous peine d'irrecevabilité du recours contentieux :

Monsieur le Préfet de région

181 rue de Bourgogne

45042 ORLEANS Cedex

(formé dans le délai de deux mois suivant la mise en ligne de la décision)

Recours gracieux, hiérarchique et contentieux, dans les conditions de droit commun, ci-après.

Recours gracieux :

Monsieur le Préfet de région

181 rue de Bourgogne

45042 ORLEANS Cedex

(formé dans le délai de deux mois, ce recours a pour effet de suspendre le délai du recours contentieux)

Recours hiérarchique :

Madame la Ministre de la Transition écologique

Grande Arche

Tour Pascal A et B

92055 PARIS-LA-DÉFENSE Cedex

(formé dans le délai de deux mois, ce recours a pour effet de suspendre le délai du recours contentieux)

Recours contentieux :

Tribunal Administratif d'Orléans

28 rue de la Bretonnerie

45057 ORLEANS Cedex 1

Par courrier ou par l'application informatique Télérecours accessible par le site internet www.telerecours.fr

(délai de deux mois à compter de la notification/publication de la décision ou bien de deux mois à compter du rejet du recours gracieux ou hiérarchique)

- **décision dispensant le projet d'évaluation environnementale :**

Recours gracieux et hiérarchique uniquement, dans les conditions de droit commun susmentionnées.